

DECEMBRE 2022
n°322

SOMMAIRE

Pages 1 à 3 :

Les situations de force majeure permettant de récupérer son épargne sans pénalité

Page 4 :

Panorama des marchés financiers et chiffres clés

LES SITUATIONS DE FORCE MAJEURE PERMETTANT DE RECUPERER SON EPARGNE SANS PENALITE

La plupart des véhicules d'épargne offrent des avantages fiscaux (réduction d'impôt et/ou exonération d'impôt sur les revenus et plus-values) sous condition de respecter un délai minimum de détention variable selon les types de produits. Pour certains d'entre eux, la récupération des capitaux avant le terme s'avère totalement impossible tandis que pour d'autres, elle demeure autorisée mais assortie d'une reprise de l'avantage fiscal octroyé lors de la souscription. La vie étant source d'aléas, il est possible, à un moment de son existence, de se trouver dans la nécessité de devoir récupérer ses capitaux avant le terme fiscal. Si tel devait être le cas, la bonne pratique consiste à se tourner vers le Code Général des Impôts qui a fixé **des situations de sortie anticipée dans des situations spécifiques assimilées à des cas de force majeure**.

Parmi les différents produits d'épargne, le **Plan d'Epargne Entreprise (PEE)** est celui qui, suite à un accident de la vie, offre la plus grande souplesse pour récupérer ses capitaux en franchise fiscale avant le délai de blocage de 5 ans. Il convient toutefois de signaler que les prélèvements sociaux au taux de 17,20 % restent dus. Les nombreux cas de sortie issus de la force majeure sont :

- **L'invalidité** du titulaire du plan, de son conjoint, de son partenaire de Pacs et de ses enfants. L'invalidité s'entend au sens de la 2^{ème} et 3^{ème} catégorie de la sécurité sociale. Sont donc visées les personnes incapables d'exercer une profession quelconque ainsi que celles qui sont dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie.
- **Le décès** du conjoint du titulaire du plan ou de son partenaire de Pacs.
- **La rupture du contrat de travail** (licenciement, démission, départ à la retraite), la cessation d'activité pour les entrepreneurs individuels, la fin du mandat social, la perte du statut du conjoint collaborateur ou du conjoint associé.
- **Le surendettement** prononcé par le président de la commission de surendettement des particuliers ou d'une ordonnance du juge de l'exécution.
- **Le divorce, la séparation ou la dissolution d'un Pacs** à la condition que le jugement, l'ordonnance ou la convention prévoie la résidence habituelle (unique ou partagée), d'au moins un enfant (majeur ou mineur) au domicile du titulaire du plan.
- **Les violences conjugales** faisant l'objet d'une procédure civile ou pénale.

Dans le cas du divorce, de la séparation ou de la dissolution du Pacs ainsi que des violences conjugales, la demande de déblocage des capitaux doit intervenir dans les 6 mois suivant l'événement. Dans les autres situations, aucun délai n'est requis de sorte que la demande peut s'opérer à tout moment. Dans tous les cas, le déblocage peut être partiel ou total mais s'opère nécessairement sous la forme d'un versement unique.

Dans le cas du **Plan d'Epargne Retraite Collectif** (PERCO), les cas de déblocages anticipés, c'est-à-dire intervenant avant la retraite, faisant suite à des accidents de la vie, sont limités aux situations suivantes :

- **Le décès** du conjoint du titulaire ou de son partenaire de Pacs.
- **L'invalidité** du titulaire, de ses enfants, de son conjoint ou de son partenaire de Pacs. L'invalidité concerne les 2^{ème} et 3^{ème} catégories de la sécurité sociale.
- Le **surendettement** du titulaire du plan prononcé par le président de la commission de surendettement des particuliers ou d'une ordonnance du juge de l'exécution.
- **L'expiration des droits à l'assurance chômage** du titulaire du plan.

Les déblocages s'opèrent en franchise d'impôt sur le revenu mais les plus-values demeurent soumises aux prélèvements sociaux au taux de 17,20 %. Aucun délai n'est imposé pour demander la récupération des capitaux. Toutefois, **dans le cas du décès du titulaire du plan tant pour le PERCO que le PEE, les héritiers disposent d'un délai de 6 mois pour demander le remboursement afin d'être exonérés des plus-values.** Au-delà de 6 mois, les plus-values seront soumises à l'impôt.

En cas de décès du titulaire d'un PEE ou d'un PERCO, le compte devient inactif un an après la date de décès si aucun héritier n'a informé l'établissement gestionnaire de sa volonté de faire débloquer les sommes épargnées. Après trois ans d'inactivité, l'épargne détenue sur le plan est transférée à la Caisse des Dépôts et Consignations. Les ayants droit disposent de 27 ans pour réclamer les sommes auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. A défaut, elles sont définitivement acquises à l'Etat.

Concernant les **Plans d'Epargne Retraite** (PER), les cas de déblocage issus d'aléas de la vie, autorisant un déblocage avant la retraite, sont les suivants :

- **Le décès** du conjoint du titulaire ou de son partenaire de Pacs.
- **L'invalidité** du titulaire, de ses enfants, de son conjoint ou de son partenaire de Pacs. L'invalidité concerne les 2^{ème} et 3^{ème} catégorie de la sécurité sociale.
- **Le surendettement** du titulaire prononcé par le président de la commission de surendettement des particuliers ou d'une ordonnance du juge de l'exécution.
- **L'expiration des droits à l'assurance chômage** du titulaire, ou le fait pour le titulaire d'avoir exercé des fonctions d'administrateur, de membre du directoire ou de membre du conseil de surveillance et n'a pas liquidé sa pension dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse, de ne pas être titulaire d'un contrat de travail ou d'un mandat social depuis deux ans au moins à compter du non-renouvellement de son mandat social ou de sa révocation.
- **La cessation d'activité non salariée** du titulaire à la suite d'un jugement de liquidation judiciaire ou toute situation justifiant le retrait ou le rachat par le président du tribunal de commerce auprès duquel est instituée une procédure de conciliation qui en effectue la demande avec l'accord du titulaire.

Aucun délai n'est prévu par la loi pour demander la sortie anticipée. Cependant, **la demande doit être faite dans un délai raisonnable après la survenance de l'événement justifiant la sortie anticipée.** Au regard de la jurisprudence, par analogie au contrat retraite Madelin et à l'assurance vie, un délai de 2 ans semble acceptable.

L'exonération fiscale porte aussi bien sur les sommes déduites lors des versements que sur les intérêts issus de l'épargne placée. En revanche, les prélèvements sociaux sur les intérêts, fixés à 17,20 %, demeurent dus.

Il est à souligner que le décès du titulaire entraîne la clôture du PER.

Dans le cas d'un contrat **retraite Madelin** dont la sortie intervient sous forme de rente au moment de la retraite, il est possible de récupérer ses capitaux durant la phase de préparation de la retraite dans les cas suivants :

- **L'invalidité** de l'adhérent au sens de la 2^{ème} ou 3^{ème} catégorie de la sécurité sociale.
- **La cessation de l'activité non salariée** suite à une liquidation judiciaire.
- **L'expiration des droits aux allocations chômage** suite à une perte involontaire d'emploi ou le fait d'avoir exercé des fonctions d'administrateur, de membre du directoire ou de membre du conseil de surveillance et de ne pas avoir liquidé sa pension dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse, de ne pas être titulaire d'un contrat de travail ou d'un mandat social depuis deux ans au moins à compter du non-renouvellement de son mandat social ou de sa révocation.
- **Le surendettement** de l'adhérent prononcé par le président de la commission de surendettement des particuliers ou d'une ordonnance du juge de l'exécution.
- **Le décès** du conjoint du titulaire ou de son partenaire de Pacs.

Le conjoint collaborateur pourra également se prévaloir de la faculté de rachat consécutive à la liquidation judiciaire ou à l'invalidité de l'exploitant en raison de la dépendance dans laquelle il se trouve vis-à-vis de l'exploitant.

Aucun délai n'est prévu par la loi pour demander la sortie anticipée en capital d'un contrat Madelin, cependant **la demande doit être faite dans un délai raisonnable après la survenance de l'événement justifiant la sortie anticipée.** En vertu de la jurisprudence, ce délai est fixé à 2 ans.

La demande de sortie anticipée doit être faite avant toute demande de liquidation de la rente et avant la liquidation des droits à la retraite, voire avant l'âge légal de départ en retraite. En effet, le titulaire peut conserver le contrat Madelin même après avoir atteint l'âge de la retraite ou après avoir pris sa retraite mais ne pourra, alors, plus se prévaloir des cas de sortie anticipée en capital.

Sur le plan fiscal, la sortie anticipée est exonérée d'impôt sur le revenu mais demeure imposée aux prélèvements sociaux fixés à 9,10 %.

Le **Plan d'Épargne Retraite Populaire** (PERP) prévoit les mêmes exonérations que celles en vigueur pour les contrats Madelin.

En matière **d'Assurance vie**, le législateur a prévu quatre situations permettant d'échapper à la fiscalisation des plus-values lors d'un rachat, à savoir :

- **Le licenciement** du souscripteur ou celle de son conjoint ou partenaire lié par un Pacs.
- **La mise en retraite anticipée.**
- **La liquidation judiciaire.**
- **L'invalidité** au sens de la 2^{ème} et 3^{ème} catégorie de la sécurité sociale du souscripteur ou celle de son conjoint ou partenaire lié par un Pacs.

Afin de bénéficier de l'exonération fiscale, il convient impérativement de retenir l'imposition à l'impôt sur le revenu lors du rachat et, par conséquent, d'éviter l'imposition au PFU (prélèvement forfaitaire unique) et au PFL (prélèvement forfaitaire libératoire).

Pour pouvoir se targuer du déblocage en cas de licenciement, il est impératif de remplir les conditions suivantes :

- Avoir été privé d'emploi pour une raison indépendante de sa volonté. L'exonération ne s'applique donc pas lorsque la perte de l'emploi résulte d'une rupture conventionnelle du contrat de travail car celle-ci résulte d'un commun accord entre l'employeur et l'employé. En clair, **seul le licenciement ou la mise à la retraite anticipée sont valables**. Il est à noter que la fin d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou la révocation d'un mandat social qui ne sont pas assimilées à un licenciement n'ouvrent donc pas à l'exonération fiscale. En revanche, les travailleurs non-salariés peuvent bénéficier de l'exonération fiscale des plus-values sur l'assurance vie en cas de cessation d'activité à la suite d'un jugement de liquidation judiciaire.
- Être inscrit comme demandeur d'emploi à pôle emploi.
- Effectuer le rachat total du contrat avant le 31 décembre de l'année qui suit celle du licenciement.
- Ne pas avoir retrouvé un emploi avant le 31 décembre de l'année qui suit celle du licenciement.

L'exonération fiscale des plus-values porte à la fois sur l'impôt sur le revenu et les prélèvements sociaux dans le cas de l'invalidité. En revanche, le licenciement ainsi que la mise en retraite anticipée offrent une exonération limitée à l'impôt sur le revenu et ne permettent pas d'échapper au paiement des prélèvements sociaux dont le taux est fixé à 17,20 %.

En matière de **solutions de défiscalisation**, les événements liés à la situation du contribuable, sans remise en cause de l'avantage fiscal, se résument aux trois cas suivants :

- **Le décès** du souscripteur, de son conjoint ou partenaire de Pacs soumis à imposition commune.
- **Le licenciement** du souscripteur ou sa mise en retraite anticipée, de son conjoint ou partenaire de Pacs soumis à imposition commune. Comme stipulé dans le paragraphe de l'assurance vie, la notion de licenciement s'entend au sens strict, c'est-à-dire que la privation de l'emploi doit résulter d'une décision unilatérale de l'employeur.
- **Le classement en invalidité** en 2ème ou 3ème catégorie du souscripteur, de son conjoint ou partenaire de Pacs soumis à imposition commune.

Sont concernés par cette rubrique, les investissements immobiliers à vocation fiscale tels que les dispositifs Pinel, Duflot, Scellier, Censi-Bouvard, Malraux, monument historique, Besson, de Robien, Borloo ainsi que les investissements au capital des PME, les FCPI et FIP.

La loi ne fixe pas de délai maximum pour céder les biens ou les titres après la survenance de tels événements. Toutefois, dans le cas du licenciement ou de la mise en retraite anticipée, **la jurisprudence impose que l'absence de reprise de l'avantage fiscal soit conditionnée à l'existence de difficultés financières. Tout déblocage effectué de manière opportune est contraire à l'esprit de la loi et risque donc une reprise des avantages fiscaux.**

En résumé, en cas d'événements qualifiés de force majeure, c'est-à-dire indépendant de sa volonté, tout épargnant à la faculté de déroger aux règles de blocage des capitaux et, par conséquent, de disposer d'une faculté de rachat sans remise en cause des avantages fiscaux.

PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 30 novembre 2022

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	6 738,55	7,53%	-5,79%	14,11%	25,42%
PARIS (CAC 40 GR)	19 750,64	7,60%	-2,98%	23,22%	44,61%
PARIS (CAC Mid&Small)	13 353,06	4,75%	-13,94%	1,03%	-6,77%
PARIS (CAC All-Tradable)	5 056,02	7,03%	-7,08%	11,14%	19,96%
EUROPE (Euro Stoxx 50)	3 964,72	9,60%	-7,76%	7,05%	11,06%
NEW YORK (Dow Jones)	34 589,77	5,67%	-4,81%	23,31%	42,51%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	11 468,00	4,37%	-26,70%	32,34%	66,83%
FRANCFORT (Dax Xetra)	14 397,04	8,71%	-9,37%	8,77%	10,54%
LONDRES (FTSE 100)	7 573,05	6,74%	2,55%	3,08%	3,36%
TOKYO (Nikkei 225)	27 968,99	1,38%	-2,86%	20,07%	23,08%
MONDE (Msci World) en Euros	263,27	3,28%	-7,68%	23,58%	44,55%

Taux d'intérêt	3 mois	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	1,98%	2,25%	2,18%	2,34%	2,54%
ETATS-UNIS	4,76%	4,78%	3,96%	3,72%	3,80%
ROYAUME-UNI	3,66%	3,57%	3,28%	3,22%	3,53%
JAPON	-0,05%	-0,03%	0,09%	0,24%	1,13%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	54 890 €	1,11%	6,09%	28,64%	57,73%
NAPOLEON	336,00 €	-1,12%	8,77%	31,82%	63,90%
EURO / DOLLAR	\$ 1,0329	3,64%	-8,78%	-6,21%	-13,25%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8641	0,71%	3,03%	1,31%	-1,87%
EURO / 100 YENS	¥ 143,22	-2,55%	9,92%	18,75%	6,88%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 0,9851	-0,78%	-4,78%	-10,39%	-15,89%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANCAISE

Données arrêtées au 30 novembre 2022

PRODUIT INTERIEUR BRUT 3 ^e TRIMESTRE 2022	2 598,27 milliards d'euros
DEFICIT PUBLIC 2021	160,9 milliards d'euros soit 6,5 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2 ^e TRIMESTRE 2022	2 916,8 milliards d'euros soit 113,35 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,20 % au 3 ^e trimestre 2022
PRODUCTION INDUSTRIELLE	- 0,80 % en septembre 2022
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	- 2,80 % en octobre 2022
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 428 euros par mois à compter du 01/01/2022
SMIC (BRUT)	11,07 € au 01/08/2022 soit 1 678,95 € mensuels
INDICE DES PRIX	+ 6,20 % sur un an
INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX (ILC)	+ 4,43 % sur un an
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS (IRL)	+ 3,60 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	7,30 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr - www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311 - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF

Référéncée à l'ORIAS (www.orias.fr) sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier et courtier d'assurance.

Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle délivrée par la CCI de Lille N° CPI 5906 2016 000 011 371) - Garantie financière « non détention de fonds pour compte de tiers » et responsabilité civile professionnelle police N° 114.239.900 (Adhérent numéro : 226152) - MMA IARD 14 Bd Marie et Alexandre Oyon 72030 Le Mans Cedex 9